

LFI convoite la « ceinture rouge » francilienne

Le parti mélenchoniste présente des candidats partout, y compris face à des maires sortants PCF ou PS

Une lors des législatives anticipées de 2024 en banlieue parisienne, sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP), voilà la gauche désaccablée pour les élections municipales des 15 et 22 mars. La « ceinture rouge », ces villes de la périphérie du Nord-Est parisien où le Parti communiste français (PCF) a eu pignon sur rue pendant plus d'un siècle, concurrencé par le Parti socialiste (PS) depuis quelques années, n'échappe pas à la guerre des gauches.

Nombre de situations d'alliances sont baroques. A Montreuil, le maire (PCF), Patrice Bessac, peut compter sur le soutien du PS, des Écologistes et même du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) quand, à Saint-Denis, le PCF s'allie avec La France insoumise (LFI) contre l'édile socialiste sortant, Mathieu Hanotin. A Saint-Ouen, le maire PS, Karim Bouamrane compte les communistes dans ses rangs, quelques écologistes aussi, quand d'autres sont partis avec la candidate LFI, Manon Monmirel, une proche du député et président de la commission des finances, Eric Coquerel.

Fidèle à sa nouvelle stratégie de présenter des listes partout, y compris dans des villes déjà détenues par la gauche, LFI débord d'ambition à Saint-Denis et à La Courneuve. Dans cette dernière ville, l'« insoumis » Aly Diouara peut compter sur le soutien des écologistes locaux. Il affronte l'ancien premier adjoint socialiste Oumarou Doucoure et la liste communiste de Nadia Chahboune, soutenue par Gilles Poux, maire (PCF) de la ville depuis 1996 et qui ne se représente pas.

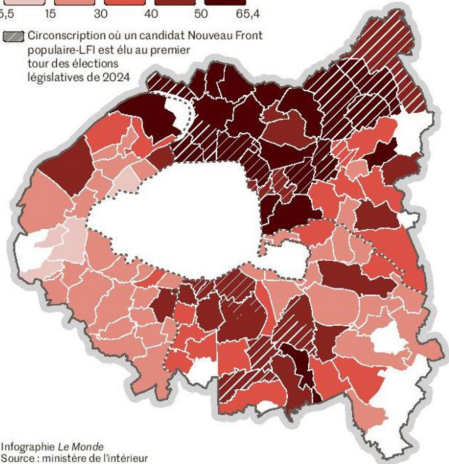
La lente érosion du PCF dans cette ceinture rouge, qui s'est amorcée au milieu des années 1980, a permis à LFI de s'y implanter toujours un peu plus ces dernières années. Le PCF compte moins de 200 villes de la petite couronne – il en dirigeait une cin-

Les maires de gauche sous la pression de La France insoumise (LFI)

Score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, en % des voix exprimées

0,5 15 30 40 50 65,4

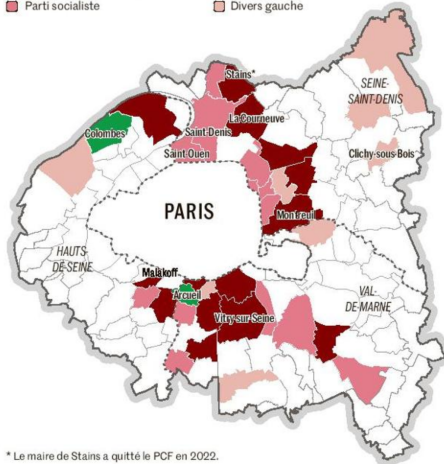
■ Circonscription où un candidat Nouveau Front populaire-LFI est élu au premier tour des élections législatives de 2024



Infographie Le Monde
Source : ministère de l'Intérieur

Maires de gauche élus en 2020, selon la nuance politique

■ Parti communiste français (PCF) ■ Les Écologistes
■ Parti socialiste ■ Divers gauche



* Le maire de Stains a quitté le PCF en 2022.

quante en 1977 – dans ce qu'il conviendrait presque d'appeler la « ceinture insoumise » si l'on se concentre sur le seul spectre des élections nationales. Jean-Luc Mélenchon y a fait ses meilleurs scores lors de la présidentielle en 2022, en Seine-Saint-Denis tout particulièrement, où il a réuni 49,09 % des suffrages exprimés. Son record en métropole.

Cette performance a profité aux candidats LFI aux législatives de 2022 et 2024. Lors des négociations de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, LFI a trisé les circonscriptions de cette banlieue de moins en moins « rouges » pour y faire élire les membres de la direction du mouvement : Clémence Guetté, Mathilde Panot, Paul Yannier, Bastien Lachaud ou encore Aurélie Trounev.

« Depuis les municipales de 1983, le PCF perd plus de communes qu'il n'en gagne. Aujourd'hui, il est pris en étau par le PS et LFI, mais son principal adversaire, c'est LFI, ex-

plique David Gouard, maître de conférences en sciences politiques à l'université Toulouse-Jean-Jaurès. Pour LFI, ces municipales seront très importantes. Ils ne peuvent que progresser et ils recherchent une victoire symbolique. C'est l'occasion pour eux de mobiliser les quartiers populaires. »

Test pour la présidentielle

Ne manquaient plus que ces maires franciliens rouges ou roses sur le tableau de chasse « insoumis ». Signe de ses ambitions, le mouvement a dépêché ses cadres nationaux et autres soutiens vedettes lors de différents meetings de la campagne ces derniers mois. Le 26 novembre 2025, l'eurodéputé Rima Hassan et le coordinateur national Manuel Bompard animent à Montreuil le lancement de leur tête de liste, Sayna Sharyari. Le 16 janvier 2026, la même Rima Hassan et la militante contre les violences policières Assa Traroré épaulent Aly Diouara à La Courneuve. Le 3 février, c'est Jean-

Luc Mélenchon lui-même qui se rend à Aubervilliers pour soutenir son candidat, Guillaume Lescout. Il se rendra également le 10 mars à Saint-Denis pour appuyer la candidature de Bally Bagayoko.

« Ils ne pourront pas faire des miracles, analyse M. Gouard. Les quartiers populaires de la ceinture rouge resteront sous-mobilisés comparativement à la moyenne, comme toujours lors d'élections locales. Mais, dans la perspective de 2027, cela permet de tester les réseaux militants et les capacités de mobilisation. » Là est l'espoir de M. Mélenchon autant que son défi : la ceinture rouge est une véritable réserve de voix. Le taux d'abstention dans ces villes populaires figure parmi les plus importants du pays.

Le dirigeant « insoumis », qui s'est plaint en 2017 comment en 2022 de manquer de quelques centaines de milliers de voix pour accéder au second tour de la présidentielle, a fait de ces municipales un test de la présidentielle de

Là est l'espoir de Mélenchon autant que son défi : la « ceinture rouge » est une véritable réserve de voix

2027. Face à cette offensive, les maires sortants de gauche disent rester sereins, confiant que leurs unions avec les autres partis de gauche isolent les candidatures « insoumises » dans la plupart des cas. A Saint-Ouen, l'édile PS, Karim Bouamrane, se doute que Manon Monmirel fera un bon score, mais ne craint pas d'être délogé. Le député du cru Eric Coquerel est l'un des rares de LFI à avoir été élu dès le premier tour aux dernières législatives.

A Montreuil, Patrice Bessac, ardent défenseur de l'union de la

gauche jusqu'à LFI, refuse de jeter l'opprobre sur les troupes de Mélenchon. « Je n'ai pas vu le programme de LFI à Montreuil. Depuis 2014, ils étaient partie prenante de ma majorité. Mon bilan, c'est aussi le leur », explique l'édile communiste qui veut « se tenir à l'écart du brouhaha de cette brutalité ».

Reste une inconnue pour les « insoumis », dans la ceinture rouge francilienne comme dans le reste de la métropole : l'effet sur le scrutin des événements de février, avec les polémiques survenues à la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque à Lyon et celle sur la prononciation des noms de Jeffrey Epstein et de Raphaël Glucksmann par Jean-Luc Mélenchon, qui valent à ce dernier des accusations d'antisémitisme. A en croire leurs opposants interrogés depuis quelques jours, sur les marchés de Saint-Ouen à Montreuil, de La Courneuve à Stains et Saint-Denis, cet effet reste très hypothétique. ■

OLIVIER PÉROU

Les villes communistes autour de Paris, une histoire en sursis

Au PCF, où l'on espère conserver ces bastions, voire en reconquérir, on fait valoir un fort héritage d'acquis sociaux

Née dans les années 1920, la « ceinture rouge » de Paris a un siècle. A l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars, ce reste-t-il de cette collection de communes de banlieues administrées par des maires communistes ? L'apogée de ce communisme municipal francilien est loin : il remonte à 1977, quand 54 villes de la proche banlieue étaient aux mains du Parti communiste français (PCF). L'heure est au reflux, mais pas encore à la disparition. Avant 2020, 38 villes étaient encore rouges, dont 21 dans la petite couronne. Depuis six ans, elles ne sont plus que 28. En 2021, le parti a perdu son dernier département, le Val-de-Marne. Malgré le déclin, perdurent quatre bastions, Mitry-Mory (Seine-et-Marne), Malakoff (Hauts-de-Seine), Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) et Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), dirigés par des communistes depuis un siècle, avec pour seule interruption la seconde guerre mondiale. Ce terrain a été fêté plus ou moins discrètement en 2025 dans

les quatre villes, qui avec un banquet aux nappes rouges, qui avec une exposition de photographies d'archives.

Pour les élections des 15 et 22 mars, le PCF s'est surtout fixé pour objectif de se maintenir. Pierre Lacaze, responsable aux élections du PCF, se dit « confiant dans la capacité à conserver, voire à reconquérir certaines villes, comme Champigny-sur-Marne [Val-de-Marne] et Choisy-le-Roi [Val-de-Marne] ». Il est plus inquiet pour La Courneuve (Seine-Saint-Denis), dont le maire communiste, Gilles Poux, a passé la main... et soutient une ancienne adjointe, Nadia Chahboune, qui n'est pas encadrée et précise aux électeurs avoir voté Jean-Luc Mélenchon plutôt que Fabien Roussel à la dernière présidentielle. L'étiquette communiste n'est plus ce qu'elle a été.

Au fil des années, les maires communistes ont aussi pâti, au tournant des années 1980, d'un « rendez-vous manqué », selon le terme du sociologue Olivier Masclet, avec les cités et leurs habi-

tants les plus récents, issus de vagues de migrations héritières de l'histoire coloniale. Aujourd'hui, c'est à l'afflux de populations plus aisées, qui gentrifient la petite couronne, qu'ils doivent répondre. Et à la montée de la droite : la Seine-Saint-Denis compte désormais plus de communes bleues que rouges et, derrière les forts scores de La France insoumise (LFI) aux législatives, le vote Rassemblement national progresse.

« Epicentres mémoriels »

Le communisme municipal, qui se donnait à voir comme de vitrine du parti dans autant de villes modèles, de Vitry-sur-Seine, où Maurice Thorez était député, à Champigny-sur-Marne, où résidait Georges Marchais, apparaît désormais comme un héritage à cultiver. Avec trois « epicentres mémoriels », selon les mots de l'historien Emmanuel Bellanger, que tout habitant un peu ancien de ces banlieues peut réciter d'un trait : le logement social municipal, les colonies de vacances et les centres de santé. La culture, aussi.

Dans la banlieue rouge, les maires communistes avaient réussi un projet politique local à caractère de classe

« Tout cela reste malgré tout des choses qui se transmettent et auxquelles la population est attachée », estime Nathalie Simonet, ancienne secrétaire de la fédération PCF de la Seine-Saint-Denis. Quand les communistes s'en vont, « la piscine est plus chère, les services publics augmentent, les horaires de la bibliothèque se réduisent », assure Pierre Lacaze. Parfois, certains acquis perdurent : devenue socialiste, Bagnole (Seine-Saint-Denis) garde son centre de vacances de l'île d'Oléron (Charente-Maritime) ; désormais administré par la droite, Choisy-le-Roi

envoie encore ses enfants dans ceux de Penthivère (Morbihan) et de Morillon (Haute-Savoie).

Dans la banlieue rouge, les maires communistes avaient réussi quelque chose qui se fait rare à gauche : un projet politique local à caractère de classe. Jusqu'aux années 1980, les habitants de ces banlieues avaient le sentiment d'être représentés par « l'un des leurs », avec des maires issus comme eux du monde ouvrier. La désindustrialisation a signé la fin de cette concorde. C'était aussi un communisme festif, qui « retournait le stigmate de l'exploitation, de la misère, du déracinement, contribuait à la dignité de ces habitants dans cette façon que l'on avait de faire la fête ensemble, dans des kermesses où l'on écoutait aussi bien l'Internationale que Claude François », relate Emmanuel Bellanger, auteur d'Ivry banlieue rouge, capitale du communisme français (Crepaphis, 2017).

Paradoxalement, à leur apogée, les maires communistes étaient tiraillés par des injonctions contradictoires : d'un côté, servir

leur population, de l'autre, ne pas tomber dans ce qu'on appelait, à la tête du PCF, le « crétinisme municipal », soit un compromis, malvenu pour un parti bolchevique, avec l'Etat capitaliste et bourgeois. Cette équation passée se retrouve peut-être aujourd'hui dans un autre parti, la France insoumise, dont les postures radicales s'accroissent finalement bien d'une absence d'ancrage. Entre la fédération communiste de la Seine-Saint-Denis et LFI, un accord partiel a été passé en 2025. Ce qui a fait grincer des dents l'appareil communiste, qui a privilégié ailleurs des alliances de premier tour avec le Parti socialiste et les Verts. Ancien communiste, le maire de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), François Asensi, a dénoncé dans cet accord un renoncement qui « sonne le glas » du communisme municipal. Plusieurs fois enterrée, la banlieue rouge gagnera peut-être encore un sursis, à moins qu'elle ne change de visage et d'étiquette. ■

JULIE CARRIAT